

Somaliland, un ordre politique en gestation ? (1)

A PRÈS dix ans de guerre et des dizaines de milliers de victimes pour la plupart civiles (2), le SNM (Mouvement national somali) a mis à profit la chute du régime Siyaad Barre, le 27 janvier 1991, pour prendre le contrôle des provinces somaliennes correspondant à l'ancien protectorat britannique du Somaliland.

Tandis que 'Ali Mahdi Mahamed était intronisé président provisoire de la République somalienne par une faction de l'organisation hawiye USC (Congrès somali unifié), le Nord bénéficiait, en l'absence de pouvoir central légitime, d'une autonomie *de facto*. A l'issue d'une assemblée (*shir*) rassemblant des représentants de tous les clans du Somaliland à Burao, le président du SNM proclama le 17 mai 1991 la nullité de l'acte d'union du 1^{er} juillet 1960 et par conséquent le retour du Somaliland à son statut d'État souverain ayant accédé à l'indépendance le 26 juin 1960 (3). Cette transgression du dogme nationaliste pan-somali fut accomplie dans l'indifférence quasi générale. Aucune reconnaissance internationale n'étant venue depuis lors valider son existence, le Somaliland est tombé dans l'oubli, tandis que le Sud somalien semblait successivement dans l'horreur puis le show médiatico-guerrier.

Dans une conjoncture où les factions qui se disputent toujours le pouvoir à Mogadiscio ne sont pas en mesure d'imposer leur volonté centraliste aux populations du Nord, un processus complexe, heurté mais original, de construction d'un ordre politique *sui generis* a pu y prendre naissance.

Nous tenterons d'abord d'élucider par quel cheminement la sécession s'est imposée comme projet politique aux clans du Nord, puis d'analyser l'incapacité du SNM à assumer la période de transition qui a pris fin en mai 1993, enfin d'examiner les perspectives offertes par l'intervention croissante des Anciens (*elders*) dans la sphère étatique.

Guerre, identité politique et genèse de la sécession

Beaucoup d'observateurs connaissant la force du sentiment séparatiste dans la base combattante du SNM n'imaginaient pourtant pas que ses leaders « responsables » s'aventureraient au-delà de la création d'une administration régionale provisoire, en vue d'un partage ultérieur du pouvoir avec les autres mouvements armés (4). C'était sous-estimer la pérennité de l'acéphalisme dans la culture politique, d'autant plus affirmé au sein du SNM qu'il avait été refoulé sous l'autocratie de Siyaad Barre.

Hostiles à la sécession soit par réalisme politique, soit parce qu'ils possédaient des intérêts économiques dans le Sud — acquis lorsqu'ils appartenaient à la classe dirigeante somalienne — ou encore parce qu'ils se voyaient un destin national, tel Ahmed Mahamed Mahamuud *Silanyo*, ceux des dirigeants du SNM qui entendaient continuer à jouer un rôle politique ont dû se plier à la volonté populaire, exprimée à Burao par la voix des Anciens. 'Abderahmaan Ahmed 'Ali *Tuur*, président du mouvement depuis 1990, qui avait d'abord exprimé sa préférence pour une « fédération lâche » avec le Sud, s'est rallié sans trop se faire prier à la proposition des Anciens : il y gagnait la présidence du nouvel État. D'autres dirigeants isaaq, tels Yuusuf Sheekh Madar, Hasaan 'Iise Jaama' (actuel vice-président) ou Mahamed Hashi 'Ilmi (rival malheureux de Tuur pour la présidence du mouvement en 1990) soutenaient l'option sécessionniste depuis plusieurs années.

L'attitude de la population isaaq trouve son fondement dans la guerre civile qui débuta dans le Nord avec la lutte armée du

(1) Cet article s'appuie sur un voyage effectué en décembre 1992-janvier 1993, avec un financement du CNRS et du ministère des Affaires étrangères (Maison des études éthiopiennes d'Addis-Abéba).

(2) Cf. D. Compagnon, « Dynamiques de mobilisation, dissidence armée et rébellion populaire : le cas du Mouvement national somali (1981-1990) », *Africa*, XLVII, 4, décembre 1992, pp. 503-530 et « The Somali Opposition Fronts : Some Comments and Questions », *Horn of Africa*, XIII, 1-2, janvier-juin 1990, pp. 29-54 ; G. Prunier, « A Candid View of the Somali National Movement », *Horn of Africa*, XIII, 3 & 4, XIV, 1 & 2, juillet 1990-juin 1991, pp. 107-120.

(3) Nous laissons de côté la controverse juridique sur la légalité de cet acte, l'important étant d'évaluer la portée du soutien apporté à l'indépendance par la population. Il convient toutefois de corriger une erreur fréquente : en proclamant leur indépendance, les Somaliens du Nord ne font que revenir au statu quo territorial issu de la colonisa-

tion, ils ne modifient en rien les frontières coloniales, puisque leur République du Somaliland correspond exactement au protectorat britannique et qu'ils n'ont formulé aucune revendication territoriale.

(4) Cette stratégie semblait être celle de 'Abderahmaan *Tuur* qui signa en octobre 1990 à Dire-Dawa un accord avec Ahmed 'Umar Jess, chef du Mouvement patriotique somali et Mahamed Farah 'Aydiid, président d'une branche dissidente de l'USC, prévoyant la formation d'un gouvernement commun après la chute du régime. Malgré l'arrivée à Mogadiscio du général 'Aydiid quelques jours avant la fuite de Siyaad Barre, l'autre faction de l'USC a porté 'Ali Mahdi au pouvoir. Dans le gouvernement formé peu après, le Premier ministre 'Umar Arteh servait de caution nordiste. Les dirigeants du SNM ont pu en concevoir de l'amertume, mais il est abusif de ne voir dans la sécession somalilandaise qu'une réaction de dépit, comme nombre de Sudistes veulent toujours s'en convaincre.

SNM, en 1982. Dès la création du mouvement à Londres le 6 avril 1981, ont coexisté deux courants d'idées : ceux qui font du renversement du régime Siyaad Barre l'objectif principal de la lutte et ceux qui songent dès cette époque à un divorce entre l'ancien Somaliland britannique et l'ex-Somalia italienne.

La tendance séparatiste tire argument d'une oppression que le Nord aurait subie depuis 1960 de la part du Sud et que le régime de Siyaad Barre n'aurait fait qu'accentuer. S'il est certain que le Nord a beaucoup perdu avec les attributs de la souveraineté, que les services publics et sociaux ont souffert de la concentration des investissements dans la capitale, il paraît difficile de souscrire totalement à cette vision manichéenne de l'histoire, d'autant plus que les élites nordistes ont largement accompagné le mouvement dès 1960, en migrant vers Mogadiscio et en y transférant leurs investissements. L'abandon relatif du Nord est en partie de leur responsabilité, puisqu'elles ont été à plusieurs périodes — notamment sous Siyaad Barre entre 1969 et 1982 — convenablement représentées dans les cercles dirigeants.

Quoi qu'il en soit, que des Isaaq aient pris l'initiative de s'opposer par la force à Siyaad Barre traduit l'existence de griefs dont ce régime ne permettait pas une expression pacifique. C'est bien ce qu'a démontré le traitement réservé au groupe d'intellectuels et de fonctionnaires surnommé « Ufo », qui avait organisé des collectes d'argent et du travail volontaire à Hargeisa au début des années 1980, pour suppléer les carences de l'État dans la fourniture de services collectifs (réfection notamment de l'hôpital avec l'aide d'une ONG allemande). Arrêtés en novembre 1981 sous l'accusation non fondée d'appartenir au SNM, torturés puis condamnés par la Cour de sécurité nationale rattachée à la police politique (le NSS) à de lourdes peines de prison (5), ils devinrent le symbole pour la population isaaq du déni de justice. A la date initialement prévue pour leur procès le 20 février 1982, la population d'Hargeisa, notamment la jeunesse scolarisée, manifesta son indignation. La répression sauvage de l'armée pendant trois jours provoqua, selon un bilan officieux, quarante-sept morts et des dizaines de blessés, tandis que plus de trois cents adolescents des deux sexes étaient détenus et maltraités. En 1983 et 1984, l'anniversaire de ces manifestations fut marqué par des manifestations similaires tout aussi sanglantes. Cette mobilisation largement spontanée et la répression qu'elle a suscitée ont contribué à forger une base sociale au SNM dans la

(5) Vingt-neuf furent arrêtés, alors que les participants au réseau d'entraide étaient beaucoup plus nombreux. Le seul non-Isaaq était le docteur Mahamuud Tani, un Gadabuursi. Les Dulbahante/Daarood membres du groupe

ne furent pas inquiétés. Vingt furent condamnés à de lourdes peines de prison et détenus jusqu'à la mi-mars 1989 dans la prison de haute sécurité de Labatan Jiirow, près de Baïdoa.

population urbaine, à alimenter sa guérilla en combattants et à préparer l'insurrection populaire de 1988.

C'est également en 1982 que les Anciens de la région d'Hargeisa, emmenés notamment par Sheekh Ibrahim Sheekh Yuusuf Sheekh Madar (6), ont adressé au Président somalien un mémorandum dénonçant les spoliations et vexations dont les Isaaq s'estimaient victimes. Pour toute réponse, le gouvernement ordonna l'arrestation de plusieurs d'entre eux, ceux-là mêmes que le SNM libéra avec des centaines d'autres prisonniers politiques lors de l'attaque de la prison de Mandera le 2 janvier 1983. Par la suite, les Anciens ont joué un rôle essentiel dans le recrutement, le soutien logistique et le financement de la guérilla, puis l'administration des populations déplacées après 1988.

De tels incidents n'auraient peut-être pas revêtu dans la mémoire collective ce caractère fondateur si l'ampleur de la répression n'était venue démontrer *a posteriori* combien la révolte était juste et conférer une signification commune à une série de griefs, lesquels, pris isolément, pourraient sembler mesquins (fin en 1981 d'un système libéral d'importation des biens de consommation appelé « franco valuta », critique de l'attribution de terrains à bâtir à des non-Isaaq, dénonciation de « l'invasion » des réfugiés de clan ogadeen ou d'ethnie oromo venus d'Éthiopie en 1978, etc.). Les Isaaq y ont vu une politique délibérée de Siyaad Barre à l'encontre de leur clan.

La rébellion n'a pas remporté de succès militaire décisif entre 1982 et 1988, mais la répression exercée de façon aveugle et croissante contre toutes les couches de la population isaaq, a légitimé la guérilla, fournissant ainsi la matrice de l'insurrection urbaine qui a accompagné, fin mai et début juin 1988, « l'offensive de la dernière chance » du SNM. Engagée peu après l'accord de paix signé entre Siyaad Barre et Mengistu le 3 avril 1988, qui privait la guérilla de son sanctuaire éthiopien, cette action désespérée fut un échec militaire mais un succès politique : elle a projeté les Isaaq dans une guerre sans retour en arrière et par là, accéléré la décomposition du régime (7).

Menacée de perdre le contrôle des principales villes du Nord, l'armée gouvernementale a préféré bombarder Burao et surtout Hargeisa, dont 70 % des bâtiments ont été détruits. La population civile s'est alors réfugiée dans les montagnes ou en Éthiopie, pourchassée par l'aviation gouvernementale. Tous les récits des témoins de ce cauchemar le confirment : ces événements ont approfondi la frac-

(6) Petit-fils de Sheekh Madar, saint soufi qui fut à l'origine de la fondation de la ville. C'est une famille prestigieuse de lignage Habar Awal/Sa'ad Muuse/Huseen Abo-kor/Nuuuh Isma'iil/Reer Hosh.

(7) Cf. D. Compagnon, « Dynamique de mobilisation... », *art. cit.* et « L'Année 1989 en Somalie : un pied dans le gouffre », *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, vol. XI : 1986-1989, pp. 265-293.

ture psychologique entre les Isaaq et les Somaliens du Sud, tous clans confondus. En effet, contrairement à la légende entretenue par certains Hawiye, l'armée de Siyaad Barre n'était pas constituée uniquement de Daarood mais recrutait dans tous les clans. De même, des commerçants hawiye comme d'autres Sudistes ont profité des opportunités offertes par la persécution officielle des Isaaq. Les trois dernières années de la guerre ont certainement été décisives pour l'affirmation du sentiment séparatiste dans la population.

Qu'en est-il des autres clans nordistes (8) ? Les organisations politiques dirigées par des exilés qui prétendent parler en leur nom (9) affirment que la sécession leur a été imposée sous la menace de la terreur isaaq. A entendre les Gadabuursi de Borama et les Dulbahante de Las Anod, il apparaît au contraire que ces clans ont été représentés convenablement dans les conférences de Berbera — février 1991 — et Burao — avril/mai. Les Anciens gadabuursi reconnaissent avoir les premiers prononcé le mot « indépendance » et les Dulbahante admettent s'y être ralliés.

Cela pourrait nous surprendre compte tenu du contentieux né de la guerre pendant laquelle Siyaad Barre s'était efforcé, avec succès, de dresser ces deux clans contre leurs voisins isaaq pour affaiblir le SNM. Outre qu'une fraction notable des Dulbahante s'était employée en 1989 et 1990 à négocier un accord de paix avec les Habar Ja'lo, les Isaaq ont eu la sagesse de ne pas perpétrer de représailles massives contre leurs adversaires de fraîche date — contrairement à ce qu'ont fait les Hawiye à Mogadiscio. Dès la chute du régime Siyaad Barre, les Anciens ont engagé une série de négociations de paix entre les clans.

Bien sûr, les racines locales des conflits, comme le problème foncier entre Reer Nuur (Gadabuursi) et Jibril Abokor (Isaaq) dans la région de Gebileh ou celui de l'oasis d'Érigavo, n'ont pas disparu comme par enchantement. Toutefois, dans la mesure où ces différends ne font plus l'objet d'une double instrumentalisation politique par le SNM et Siyaad Barre, ils sont susceptibles d'un règlement par les procédures traditionnelles socialement efficaces.

En tout état de cause, le SNM était incapable, l'eût-il souhaité, de contrôler par la force le territoire de clans potentiellement hostiles, comme l'atteste une furtive occupation de Borama, très vite abandonnée à une milice gadabuursi combattue encore quelques semaines auparavant. Bien qu'ils représentent plus de 60 % de la

(8) Dans la typologie élaborée par I.M. Lewis (par exemple dans *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics among the Northern Somali of the Horn of Africa*, Londres, Oxford University Press, 1961) les Isaaq constituent une seule famille de clans, tandis que les Gadabuursi et les

'lise de l'Ouest appartiennent à la famille de clans Dir et les Dulbahante et Warsangeli de l'Est à celle des Daarood.

(9) Alliance démocratique somali pour les Gadabuursi, Front somali uni pour les 'lise et Parti somali uni pour les Warsangeli et Dulbahante.

population du Somaliland, la propension des Isaaq à se diviser comme la disposition spatiale des autres clans les contraignent à la recherche du consensus.

Les entretiens avec des Gadabuursi et Dulbahante réalisés à Borama et Las Anod révèlent bien la dimension trans-clanique et régionale du sentiment séparatiste — ou au moins autonomiste. Certains d'entre eux reprennent les mêmes griefs que les Isaaq à l'encontre du pouvoir central et clament avec autant de véhémence la nécessité de revenir sur l'acte d'union de 1960. Pour beaucoup de cadres et d'intellectuels, la fuite de Mogadiscio entre février et septembre 1991 sous la pression de ce qu'ils perçoivent comme « l'hégémonisme des Hawiye », au cours d'un véritable « trek » effectué en convoi avec d'autres Nordistes et parsemé de pillages et de meurtres, a joué à un rôle similaire dans le rejet du Sud à celui des tueries de 1988 pour les Isaaq.

Il est vrai toutefois qu'une forte minorité des Dulbahante et Gadabuursi reste, pour des motifs variés, insensible aux sirènes séparatistes. En soi, cela n'est pas suffisant pour provoquer une guerre avec les Isaaq et c'est d'ailleurs entre segments de cette famille de clans que sont intervenus les incidents armés les plus sérieux durant les deux années écoulées.

Luttes factionnelles et dérives néo-patrimoniales (10) : l'échec de la transition

La conférence de Burao avait confié au SNM le soin exclusif de gérer les deux années de transition avant l'adoption de la Constitution du nouvel État et la tenue d'élections libres. En contrepartie, le Comité central du SNM s'élargissait aux autres clans du Nord et se transformait en parlement provisoire pour contrôler le gouvernement issu de l'ancien Comité exécutif du mouvement.

En deux ans, le gouvernement, qui a été profondément remanié au moins à deux reprises au fil des luttes factionnelles, n'a pas progressé significativement dans la solution des problèmes les plus urgents : reconstruction d'une administration, reconnaissance diplomatique, retour des réfugiés d'Éthiopie (ceux qui sont revenus spontanément ont souvent trouvé les ruines de leur demeure minées par les troupes de Siyaad Barre), constitution d'une armée nationale et dissolution des milices claniques.

Cet échec est expliqué par les opposants au sein du SNM, soit par l'incapacité du président *Tuur* à prendre une décision et à la

(10) Pour une bonne présentation de ce concept, voir J.-F. Médard, « L'État néo-patrimonial en Afrique », in J.-F. Médard

(dir.), *Les États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, pp. 1-27.

faire appliquer et par son incompétence, soit par son désir secret de voir échouer l'expérience séparatiste, dans un but pédagogique — pour réhabiliter l'unité avec le Sud — ou pour plaire à d'éventuels commanditaires étrangers.

Le Président évoque quant à lui la ruine bien réelle du pays : un gouvernement ne peut fonctionner sans ressources, sans système de taxation, or le pillage effectué par les soldats sudistes de façon systématique entre 1988 et 1991 a laissé le Nord exangue. Faute de moyens déjà (elle n'a reçu qu'une aide fort limitée de Mengistu, essentiellement des munitions et rations), la guérilla du SNM était organisée sur une base clanique, afin de faciliter le recrutement et la logistique. Ce trait s'est accentué après le bombardement des villes en 1988, car ses rangs se sont gonflés d'une masse inorganisée de jeunes citadins. La solidarité clanique est apparue comme le seul vecteur de discipline et d'efficacité.

Dès l'été 1991, le gouvernement s'est révélé incapable de rémunérer ou simplement nourrir ces 10 à 50 000 miliciens — selon les estimations — qui ont chassé les dernières troupes de l'ancien régime en 1991 et se sont emparés des villes. Les Anciens des clans ne pouvaient fournir que le minimum. Pour se procurer leur poignée quotidienne de kat ou de nourriture, les miliciens ont commencé à piller et rançonner le trafic routier. Pour prévenir cette dérive prédatrice, il aurait fallu que la démobilisation et le désarmement soient mis en œuvre dès le printemps 1991 et que des crédits puissent être consacrés à la formation d'une force armée professionnelle.

Bien entendu, les différentes factions se renvoient la responsabilité de la non-application de ce programme. Le ministre de la Défense nommé en juin 1991, Mahamed Kahin, affirme l'avoir engagé avant d'être arrêté sur ordre du vice-président Hasaan 'lise Jaama' pour « complot » (dans le pur style de Siyaad Barre, sans charges précises et sans jugement) en octobre de la même année. *Tuur* et ses partisans lui reprochent au contraire d'avoir sciemment retardé l'unification des forces armées, en s'opposant à l'envoi d'une unité prétendument intégrée — en fait essentiellement Habar Gaharjiis et Sa'ad Muuse — pour rétablir l'ordre à Berbera. Ce conflit superpose plusieurs lignes de clivage :

- un différend sur la méthode : Hasaan 'lise prônant la manière forte et un processus centralisé débutant par Hargeisa pour s'étendre de proche en proche aux autres districts, tandis que Kahin entendait établir un consensus entre les colonels du SNM, chefs effectifs des milices et détenteurs d'une parcelle de la légitimité combattante ;

- une rivalité politique entre les colonels issus du noyau du maquis (*Deagaweyne*, Kahin, 'Abdullaahi Askar, Arab Dualleh) et la direction politique, notamment *Tuur*, qui remonte au congrès

de 1990 et traduit la crainte des « politiques » d'un coup de force des « militaires » (d'où l'accusation de complot contre Kahin) ;

— un clivage clanique entre d'une part Habar Gaharjiis (clan de *Tuur* et du ministre des Finances Isma'iil *Buba*), Arab (Hasaan 'Iise), Sa'ad Muuse (le ministre des Affaires étrangères, Yuusuf Sheekh Madar et le nouveau chef d'état-major, Hasaan Yuunis), qui soutiennent le Président, et d'autre part, 'Iise Muuse (Ibrahim *Degaweyne*) et Habar Ja'lo (Kahin), ces derniers suspectant *Tuur* d'œuvrer pour établir l'hégémonie de son clan sur le nouvel État.

De fait, la faction du Président — en fait Hasaan 'Iise car *Tuur* était opportunément en voyage à l'étranger — a pris l'initiative des hostilités en envoyant une milice occuper Berbera et capturer *Degaweyne* en décembre 1991. Le même type d'opération fut engagé à Burao contre Kahin qui avait été relâché peu avant à la demande des Anciens et s'était réfugié parmi les siens.

A Burao, les combats entre milices habar yuunis — une section des Habar Gaharjiis — et habar ja'lo ont duré quatre jours et ont fait de nombreuses victimes civiles. Ils furent interrompus grâce à la prompte intervention des Anciens isaaq et dulbahante et à l'action des politiciens habar ja'lo, comme *Silanyo* et Sulaymaan *Gaal*, alors ministre de l'Intérieur.

A Berbera, *Degaweyne* s'était d'abord retiré sans combattre tandis que plusieurs ministres du cabinet tentaient d'obtenir de Hasaan 'Iise le rappel des troupes à Hargeisa et un règlement politique du différend. Le glas de cette négociation fut sonné début février 1992, lorsque 'Abderahmaan *Tuur*, tout juste rentré au pays, endossa les décisions de son vice-président — pour les opposants il s'agissait d'un plan convenu d'avance — et limogea cinq des ministres contestataires appartenant aux différents clans oppositionnels. Ce fut le signe du début des hostilités entre *Degaweyne* et les troupes de Hasaan Yuunis (lui-même Habar Awal/Sa'ad Muuse/Jibril Abokor, mais l'essentiel de la milice engagée à Berbera était habar gaharjiis).

Ce que les dépêches d'agence ont décrit comme une guerre tribale a bien commencé comme une guerre civile entre factions luttant pour le pouvoir — ou son apparence. Elle s'est résumée sur le terrain en affrontements militaires entre les 'Iise Muuse et les Habar Yuunis, parce que le clan est toujours le dernier recours en matière de sécurité et la filière la plus efficace pour recruter des combattants. Par le jeu des alliances, la guerre civile aurait pu s'étendre à l'ensemble du Somaliland, sans l'action des Anciens. Ces combats accompagnés de pillages et de violences contre les civils ont peut-être fait jusqu'à 3 000 morts ; ils ont pris fin en août 1992 avec la victoire de *Degaweyne*, qui contrôle depuis lors le district de Berbera. L'accord de paix entre les deux clans signé à Sheekh

le 8 novembre dernier à l'initiative des Anciens du Guurti (voir ci-dessous) fut un nouveau camouflet pour la faction du Président.

Pendant cette année perdue en combats fratricides, l'embryon de structure administrative créé pendant l'été 1991 s'est effondré. Le gouvernement a cessé de prendre des décisions qu'il n'est pas en mesure d'appliquer. Les caisses de ce non-État sont désespérément vides, car aucun système de collecte de revenus n'a été mis en place. La faction présidentielle a d'ailleurs été la première à mettre la main sur les ressources (droits de douane et taxes) du port de Berbera dont l'activité s'était considérablement développée entre février et décembre 1991 et aurait permis, selon les commerçants de cette ville, de financer un minimum d'administration.

Comme sous le précédent régime, des proches de *Tuur* ou de *Buba* se faisaient remettre de fortes sommes en liquide, l'absence de comptabilité permettant tous les abus. En février 1992, le gouvernement aux abois a vidé les banques où l'ONG Care avait déposé le produit d'un programme de « monétisation » de l'aide alimentaire négocié avec ce même gouvernement et destiné à des projets de développement locaux ; il fallait financer la guerre contre *Dega-weyne*. En effet, au-delà de la cupidité personnelle de certains ministres, l'argent était indispensable au patronage du Président. Ce recours à la prédation des maigres ressources du pays (11) et aux techniques de domination néo-patrimoniale en vigueur sous Siyaad Barre (12) marque les limites du renouvellement politique dont le SNM se voulait porteur.

Les opposants soulignent combien *Tuur*, ambassadeur de Siyaad Barre jusqu'en 1984, ayant à l'époque partie liée à la police politique, est resté marqué par le précédent régime, comme nombre des hommes sur lesquels il s'appuie. Toutefois, l'explication ne vaut pas pour Hasaan 'Iise Jaama' qui jouissait auparavant d'une réputation d'intégrité.

L'absence de plan politique précis pour l'après-Siyaad et de tradition gestionnaire au sein du SNM, de même que la logique des luttes factionnelles, nous paraissent plus décisives. Le Comité central, divisé et à la représentativité contestée par les clans non isaaq, s'est très peu réuni et n'a pas joué son rôle de contrôle. La classe politique du Somaliland ne paraît guère à la hauteur des défis auxquels elle est confrontée et l'homme de la rue d'Hargeisa ne fait pas davantage confiance à l'opposition interne au SNM.

(11) Auxquelles s'ajoutent les aides financières extérieures, que *Tuur* a obtenues de ses amis soudanais en 1991. A l'automne 1992, Isma'il Buba, bien que n'appartenant plus au cabinet, négociait à Djeddah une aide

saoudienne, grâce à ses liens personnels avec deux princes de la famille royale.

(12) Cf. D. Compagnon, « Somalie : De l'État en formation à l'État en pointillé », in J.-F. Médard, *op. cit.*, pp. 205-240.

Vers une régulation politique décentralisée ?

Bien que la situation actuelle du Somaliland soit assez chaotique, il ne faut pas sous-estimer la capacité d'invention politique dont fait preuve cette société lignagère en réactualisant des mécanismes de décision collective, de représentation et de négociation que la modernité post-coloniale avait trop rapidement condamnés.

Les décisions sont traditionnellement prises par le « *shir* », réunion des hommes adultes du clan ou de leurs délégués à un palier de segmentation plus large. Les Anciens (13) ne disposent pas d'une autorité instituée, en dehors de ceux d'entre eux qui portent les titres de sultan, garad ou okal, sans pour autant jouir de la capacité de coercition physique ou symbolique d'un véritable chef. Tout Somali adulte, installé dans la vie et marié, peut prétendre au statut d'Ancien. Son prestige dépendra de sa naissance (lien généalogique avec l'ancêtre fondateur du clan), de sa réputation personnelle d'intégrité et de sagesse, de ses dons oratoires et poétiques, voire de sa richesse. Ce statut est par essence fragile et chacun doit entretenir avec soin son capital social.

Dans le Nord somalien, les Anciens jouent pleinement leur rôle de faiseurs de paix (*nabadoon*). Ce fut le cas dès avant 1991, lorsqu'un groupe de notables dulbahante emmené par le garad 'Abdulgaani Garad négociait avec les Isaaq dans le Hawd éthiopien. Les assemblées de Berbera et de Burao ont permis de faire avancer la résolution des multiples contentieux bilatéraux entre les clans, issus de la guerre et des manœuvres de Siyaad Barre. A Burao en janvier 1992, puis à Hargeisa et Sheikh en octobre-novembre, les Anciens sont parvenus à rétablir la paix au moyen des procédures traditionnelles : longues séances de palabre prolongées dans l'après-midi par les sessions de mastication du kat, manipulation des différents répertoires de l'honneur (guerrier, généalogique, religieux), recherche du bouc émissaire commode et recours à l'arbitrage d'une tierce partie. Le processus est toujours long — plusieurs semaines — et l'accord est d'autant plus solide que les formes anciennes sont respectées, notamment l'augmentation du prix du sang (*diya*) à payer entre les nouveaux alliés et l'échange de jeunes vierges à marier qui scelle symboliquement l'alliance (ce fut le cas à Sheikh entre 'Iise Muuse et Habar Yuunis).

Les Anciens pallient ainsi l'impuissance de l'État à faire régner l'ordre public, mais leur action s'étend aujourd'hui bien au-delà. Dans chacune des villes que nous avons visitées, un conseil des Anciens (*guurti*) représentatif des différents lignages exerce une auto-

(13) Sur le rôle des « elders » dans la société pastorale du Somaliland, voir I.M. Lewis, *op. cit.*, pp. 196 et suiv.

rité politique minimale : une police municipale a souvent été créée, même si elle est peu efficace faute de moyens, certains services collectifs sont plus ou moins assurés à l'initiative du conseil, la sécurité du district est confiée aux chefs de milice qui doivent rendre compte aux elders. Ainsi, dans la région Awdal, le chef de la milice gadabuursi, 'Abdirahmaan Aw 'Ali Farah, est davantage considéré comme l'exécuter des décisions du guurti (*wakiil guurtiyya*) que comme un chef militaire ou politique tout puissant. L'absence de fonds suffisants limite l'action économique et sociale du guurti et ne lui laisse, dans la relation aux milices, que les moyens aléatoires de la persuasion. Toutefois, la segmentation lignagère fragmente les milices comme tous les autres corps sociaux et il est toujours possible de jouer d'une bande armée contre l'autre.

Au-delà de l'organisation de pouvoirs locaux, les Anciens sont intervenus directement dans la sphère du pouvoir d'État. Ayant été à l'origine du choix de l'indépendance, ils avaient remis à Burao le destin du pays entre les mains du SNM. Face à la désintégration du front et à l'échec du gouvernement, ils se sont saisis à la conférence de Sheekh de questions aussi sensibles que le bilan de la période de transition, l'orientation à donner aux politiques de l'État, la formule de gouvernement à adopter après le mois de mai. Autant de sujets qui ont été débattus à la conférence de Borama, qui a rassemblé pendant les mois de février et mars cent cinquante délégués de tous les clans.

L'autorité du Guurti du Somaliland formé en 1991 lors de la réunion de Burao devrait en sortir renforcée. Cet organisme est l'héritier direct d'une structure créée en 1988, dans l'exil éthiopien, par les seuls Isaaq. Le Guurti a désigné en son sein un comité exécutif présidé par Sheikh Ibrahim et siégeant en permanence. Sous sa forme actuelle, il s'agit d'une innovation majeure, puisque la société précoloniale ne connaissait pas d'unité même à l'échelon d'une famille de clans : la solidarité politique jouait essentiellement dans le groupe de paiement du *diya* réunissant plusieurs lignages élémentaires.

Le Conseil consultatif (*advisory council*) de « chefs coutumiers » créé par les Britanniques dans le protectorat en 1946 serait le seul plausible précurseur du Guurti. Ceci paraît invalider une lecture des développements récents en termes de simple résurgence des « traditions ancestrales ». Le Guurti apparaît déjà détenir une large parcelle d'autorité légitime (certains Somali le comparent au Sénat américain !), quoi qu'en disent les leaders politiques nominaux, *Tuur*, Hasaan 'Iise ou Ibrahim Meygag (actuel président du Comité central du SNM), qui stigmatisent l'archaïsme de cette assemblée.

Ainsi, les Anciens ont su utiliser le répertoire politique traditionnel en l'adaptant à une conjoncture historique spécifique et aux enjeux de l'arène étatique, tout en conservant le fondement de la

culture politique pastorale : le droit d'expression de tout homme adulte dans le « *shir* ». Bien qu'ils soulignent parfois le caractère temporaire de ce rôle nouveau, en attendant le relèvement de l'État, et qu'ils précisent qu'ils n'ont pas vocation à se substituer aux politiciens (« nous sommes les pères et ce sont nos enfants, nous sommes là pour les conseiller et corriger leurs erreurs »), les Anciens ont jeté les bases d'une organisation politique décentralisée et faiblement institutionnalisée. Dans un tel cadre, le gouvernement d'Hargeisa serait voué à garantir la pérennité du Somaliland vis-à-vis de l'extérieur, l'essentiel de la régulation interne (rapports entre les clans, conflits de territoire ou de partage des richesses, gestion des services) étant dévolu aux guurti institués au plan local, régional et national. La stabilité et la paix du Nord somalien sont peut-être au bout de cette trajectoire atypique.

Daniel Compagnon
(CREPAO)
mars 1993